

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 12 septembre 2017

Direction des finances

52 2017.RRGR.185 Motion 069-2017 Schindler (Bern, PS) Egalité et liberté de choix dans la déclaration d'impôt aussi Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 069-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.03.2017
Déposée par: Schindler (Berne, PS) (porte-parole)
Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
Rudin (Lyss, pvl)
Müller (Langenthal, PS)
Cosignataires: 11
N° d'ACE: 738/2017 du 5 juillet 2017
Direction: Direction des finances

Egalité et liberté de choix dans la déclaration d'impôt aussi

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de veiller à ce que les époux soient libres de décider au moment de leur mariage quel numéro GCP sera celui de leur famille: celui de l'époux, de l'épouse ou un nouveau;
2. de veiller à ce que les données de chacune des deux personnes soient transférées sous le numéro commun;
3. d'introduire la même possibilité pour les couples de même sexe au moment de l'enregistrement de leur partenariat.

Développement:

Aujourd'hui, c'est ainsi: l'épouse perd son numéro de contribuable (GCP) au moment du mariage et est inscrite comme deuxième personne dans la déclaration d'impôt de son mari. Les données existantes concernant l'épouse sont alors effacées.

Si le système actuel repose sur l'idée que la déclaration d'impôt est plus souvent complexe chez les hommes, cette idée appartient à un autre temps. Cela dérange de nombreuses femmes chaque année.

Lors de l'enregistrement d'un partenariat, il est possible de choisir le numéro de contribuable (GCP) de la personne dont le nom est classé en premier dans l'ordre alphabétique.

Dans les deux cas, ces règles ne reflètent plus notre époque. Il se peut en effet que l'épouse ou la personne dont le nom vient après dans l'alphabet exerce une activité indépendante et ait dès lors des données beaucoup plus complexes à saisir. Il est pénible pour cette personne de devoir tout réécrire ou retaper à l'ordinateur, et en plus, cela peut conduire à des erreurs. L'importation de données permettrait d'éviter de telles erreurs et serait en accord avec notre époque.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant des motions de ce type, le Conseil-exécutif dispose d'une assez grande latitude quant au degré de réalisation, aux moyens à mettre en œuvre et aux modalités d'exécution du mandat. En outre, la décision relève de son entière responsabilité.

La motion porte sur deux aspects de la taxation conjointe des époux et des personnes liées par un partenariat enregistré. Elle a deux objectifs distincts:

1. Libre choix du numéro GCP commun

2. Egalité face à l'importation des déclarations de l'année précédente

Le premier point est de nature formelle, tandis que le second concerne un inconvénient pratique concret. Voici la position du Conseil-exécutif sur chaque point.

1. Libre choix du numéro GCP commun (chiffre 1)

Le numéro GCP sert à identifier les personnes, physiques ou morales, dans le système de Gestion Centrale des Personnes du canton de Berne (GCP). Pour les personnes physiques, les données enregistrées dans ce système sont leur nom, prénom et adresse, ainsi que divers autres renseignements dont les autorités bernoises ont besoin pour les contacter. Le numéro GCP est donc un code individuel permettant d'identifier une personne précise de manière univoque (cf. art. 5 de la loi sur l'harmonisation des registres officiels, LReg; RSB 152.05).

Un numéro GCP est attribué une fois pour toute à chaque personne, qui le conserve sa vie durant. Ce numéro ne peut être attribué à personne d'autre, même après le décès de son titulaire (art. 6, al. 5 LReg). Chaque personne garde son numéro GPC, même après s'être mariée ou liée à une autre par enregistrement d'un partenariat. Le couple ainsi formé ne se voit pas attribuer un autre numéro GCP (spécifique).

Pour l'application du droit fiscal, chacun des époux ou des personnes liées par un partenariat enregistré restent deux individus distincts ayant chacun son propre numéro GCP. Pour les besoins de leur taxation conjointe, leurs dossiers fiscaux respectifs sont néanmoins joints. L'identifiant utilisé pour le dossier commun est alors le numéro GCP de l'époux ou, dans le cas d'un partenariat enregistré, du partenaire dont le nom est classé en premier dans l'ordre alphabétique. C'est une convention adoptée pour des raisons pratiques et qui s'est révélée efficace.

Pour identifier le dossier commun d'un couple, il aurait théoriquement été possible de choisir le numéro GCP de l'épouse ou celui du partenaire dont le nom est classé en dernier dans l'ordre alphabétique. D'autres critères avaient aussi été envisagés, par exemple l'âge. Le choix d'une règle aussi simple que possible et correctement applicable est crucial pour des raisons pratiques, sous peine de compromettre le fonctionnement des procédures administratives de taxation et d'encaissement.

Ce qui est important pour les contribuables, c'est que la convention choisie pour identifier les dossiers communs ne se traduise en aucun cas par une inégalité de traitement des époux ou partenaires. Pourvu que cela soit exclu, le Conseil-exécutif n'a rien à objecter à la méthode actuelle d'identification des dossiers communs. En revanche, l'instauration du libre choix de l'identifiant du dossier des couples (personnes mariées ou liées par un partenariat enregistré) aurait de lourdes incidences sur les activités assistées par ordinateur, avec les risques (et coûts) significatifs que cela implique. Elle est donc absolument déconseillée.

2. Egalité face à l'importation des déclarations de l'année précédente (chiffres 2 et 3)

Lors de la première déclaration fiscale commune après un mariage ou l'enregistrement d'un partenariat, seul l'époux ou l'un des deux partenaires a pour l'instant l'avantage de pouvoir importer ses déclarations de l'année précédente dans TaxMe online. Si ce problème ne se pose que la première année (année du mariage ou de l'enregistrement du partenariat), il n'en est pas moins gênant. Il serait souhaitable que les précédentes déclarations des deux époux ou partenaires puissent être importées.

Renseignements pris auprès de l'Intendance des impôts, il est possible d'ajouter cette fonction à TaxMe online. Aucune considération juridique ni pratique ne s'oppose à l'importation de l'ensemble des déclarations de l'année précédente. L'Intendance des impôts se charge de ce dossier et le mettra en œuvre à l'occasion des prochaines mises à jour de ses systèmes informatiques.

Compte tenu des considérations ci-dessus, le Conseil-exécutif propose le rejet du chiffre 1 (libre choix du numéro GCP commun).

Il propose l'adoption des chiffres 2 (égalité face à l'importation des déclarations de l'année précédente) et 3 (même possibilité pour les personnes liées par un partenariat enregistré).

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: adoption

Chiffre 3: adoption

La présidente. Wir sind bei Traktandum 52. Da es sich um eine Richtlinienmotion handelt, beraten wir sie in reduzierter Debatte. Die Regierung hat punktwiese Folgendes beantragt: Ziffer 1 Ablehnung, Ziffer 2 und 3 Annahme. Die Motionärin hat das Wort.

Meret Schindler, Berne (PS). Wenn man sich entscheidet, zu heiraten oder die Partnerschaft einzutragen zu lassen, setzt man sich automatisch mit administrativen Dingen auseinander. Mir ging das diesen Frühling so und es gab Dinge, die mich freuten, weil sie das Leben erleichtern und solche, die mich störten.

Mich stört, dass ich diejenige bin, die nächstes Jahr alle meine Daten wieder einfüllen muss und zwar unter der ZPV-Nummer meines Mannes, nachdem ich während vier Jahren jährlich zwei Steuererklärungen ausgefüllt habe. Dass die Regierung einen Teil meines Anliegens als berechtigt erachtet, ist erfreulich. Der Datenimport ist bekanntlich eine Fehlerquelle. Hingegen ist mir unverständlich, dass die Regierung nicht sieht, dass es eine Ungleichbehandlung von Mann und Frau ist, wenn das Geschlecht das einzige Kriterium für die Wahl der ZPV-Nummer ist, die zukünftig den Zugriff auf das gemeinsame Steuereossier erlaubt. Warum kann man nicht die Nummer derjenigen Person nehmen, die zuerst im Alphabet erscheint, wie das bei Schwulen und Lesben der Fall ist? Oder weshalb nicht von derjenigen Person, die den Familiennamen beisteuert? Oder von der älteren Person oder von derjenigen, die länger im Kanton Bern Steuern bezahlt hat? Oder weshalb kann das Brautpaar diese nicht einfach bei der Eheschliessung selber bestimmen?

Laut Bundes- und Kantonsverfassung sind Behörden verpflichtet, jegliches diskriminierende Verhalten zu unterlassen. Dass die Frau automatisch unten angeführt wird, weil sie eine Frau ist, entspricht nicht diesem Grundsatz und somit auch nicht unserer Verfassung. Der Verfassungsauftrag verlangt nämlich die rechtliche und explizit auch die tatsächliche Gleichstellung. Bund, Kantone und Gemeinden müssen daher mit ihren gesellschaftspolitischen Hilfsmitteln darauf hinwirken, dass die rechtliche und tatsächliche Gleichstellung in allen Lebensbereichen verwirklicht wird.

Zu Punkt 1 sagt die Regierung, es handle sich um einen Grundsatz, der sich bewährt habe. Ja, die Schweiz wurde auch nur von Männern gegründet und hat über 100 Jahre funktioniert. Das kann aber kein abschliessendes Argument sein. Die Frauen arbeiten und tragen auch zur Wertschöpfung bei. Das Argument, man habe das schon immer so gemacht, ist schwach. Erstens kann man gescheitert werden, und zweitens ist auch die Technik weitergekommen. Besonders schwach ist meines Erachtens das Argument, dass dies bei gleichgeschlechtlichen Paaren kein Problem sei und die Möglichkeit bestehe, die Person zu nehmen, deren Nachname zuerst im Alphabet erscheint. Ich bitte Sie daher, alle drei Punkte als Richtlinienmotion zu überweisen.

La présidente. Wir führen eine reduzierte Debatte. Die Voten werden daher kurz ausfallen. Der Mitmotionär Grossrat Rudin hat das Wort.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich äussere mich nur zu Punkt 1. Grossrat Köpfli wird die Fraktionsmeinung vertreten. Ich habe das mitunterzeichnet und denke, man hätte es einfach von Anfang an richtig angehen können. Dann hätte man sich diesen Vorstoss ersparen können. Das zeigt in einem kleinen Bereich, wo wir noch stehen und was wir noch tun sollten. Es ist sicher nichts Weltbewegendes. Aber die Frage stellt sich schon, weshalb man so etwas in einer digitalen Lösung nicht von Anfang an so machen kann, dass es gar keine Diskussion gibt und es auch gar nicht diskussionswürdig wäre. Deshalb geben Sie sich zukünftig doch bitte etwas Mühe, wenn sie solche Dinge angehen und machen sie diese einfach so, dass es standhält. Dann muss ich auch nicht unterschreiben und wir müssen auch nicht darüber diskutieren.

La présidente. Wir sind bei den Fraktionsvoten.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Wir danken dem Regierungsrat, dass er die Punkte 2 und 3 als Motion annimmt. Einiges Kopfschütteln hat jedoch die Lektüre der Antwort zur ersten Forderung bei uns ausgelöst. Sie möchte, dass Eheleute selber entscheiden können, welche ZPV-Nummer sie für die zukünftige Abwicklung der Steuererklärung wählen wollen.

Grundsätzlich muss hier einmal mehr festgehalten werden, dass es aus Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion im 21. Jahrhundert immer noch sehr stört, dass Eheleute gemeinsam veranlagt werden. Die Einführung der getrennten Veranlagung ist längst überfällig. Aber das ist Sache des Bundes. Das wissen wir, und wir hoffen, dass es damit endlich vorwärts geht.

Zurück zur Forderung 1 der Motion. Die Wahl des Mannes für die Zuteilung der ZPV-Nummer zeigt eine nach wie vor patriarchale und rückwärtsgewandte Haltung gegenüber der Handhabung von Steuerthemen. Wenn es um die Besteuerung geht, wird die Frau zum Neutrum für den Staat. Klar, bezahlen dürfen wir als Ehefrauen selbstverständlich, aber eigentlich sollten wir doch lieber nur zuhause bleiben und dort arbeiten, und das dann bitte noch gratis.

Einer Nummer ist es völlig egal, ob sie einem Mann oder einer Frau zugeordnet wird. Sie ist ja nichts als die Anordnung einer Reihe von Zahlen. Weshalb es im Zeitalter der Digitalisierung und Computertechnik nicht möglich sein soll, das Ehepaar wählen zu lassen, welche Nummer es will, ist schlicht und einfach peinlich. Dem Computerprogramm ist es nämlich auch egal, wer hinter dieser ZPV-Nummer steht: Ob eine Frau oder ein Mann. Wer heiratet, muss sich mit einer Menge Papier und administrativer Fragen beschäftigen und hat viele Dinge zu beantworten. Beispielsweise die Frage des Namens. Behalten Partner und Partnerinnen ihren bisherigen Namen oder nimmt eines denjenigen des anderen an? Auch dieser Schritt hat Folgen. Aber die Einwohnerdienste bewältigen das bestens. Also setzen Sie bitte einfach ein zusätzliches Kästchen in einen Fragebogen. So einfach ist das! – Es geht um die Wahlfreiheit und die Autonomie der Bürgerinnen und Bürger. Wir bitten Sie, Punkt 1 als Motion zu überweisen.

La présidente. Es gibt keine weiteren Fraktionsmeldungen mehr. Regierungsrätin Simon hat das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Diese Motion möchte zwei Dinge erreichen: Zum einen beantragt die Motionärin eine freie Wahl der ZPV-Nummer durch Ehegatten und Personen in eingetragener Partnerschaft. In der Regierungsantwort haben Sie ausführlich lesen können, weshalb das kein gangbarer Weg ist. Die ZPV-Nummer identifiziert Personen. Bei einer Heirat und beim Eintragen einer Partnerschaft ändert sich an der ZPV-Nummer gar nichts. Jeder Ehegatte und jeder Partner behält seine ZPV-Nummer und das lebenslang. Es braucht einzig einen Entscheid, der festlegt, welche ZPV-Nummer als Kennzeichnung des gemeinsamen Steuereinzugs verwendet wird. Das ist eine Formsache. Wichtig ist nur, dass es dazu klare Regeln gibt, die eine eindeutige und praktikable Kennzeichnung ermöglichen und dass dadurch für keine der betroffenen Personen irgendein Nachteil entsteht. Mit dem heutigen Konzept ist das gewährleistet, und deshalb lehnt der Regierungsrat Ziffer 1 ab. Etwas anders sieht es bei den Punkten 2 und 3 aus. Hier handelt es sich um ein Problem, das technisch lösbar ist. Der Regierungsrat beantragt Ihnen daher die Annahme der Punkte 2 und 3.

Meret Schindler, Berne (PS). Ich möchte noch etwas klarstellen. Mit der freien Wahl ist nicht gemeint, das ich mit meinem Mann zum Standesamt gehen und sagen kann, ich möchte gerne die Nummer 1-2-3-4-5-6-7-8-9. Vielmehr möchte ich, dass ein homo- oder heterosexuelles Paar wählen kann, welche der beiden vorhandenen ZPV-Nummern als diejenige geführt wird, unter der die gemeinsame Steuerakte läuft.

La présidente. Wir sind bei der Abstimmung über Traktandum 52 angelangt. Es ist eine Richtlinienmotion, und wir stimmen ziffernweise darüber ab. Wer Ziffer 1 der Motion annimmt, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 50

Non 80

Abstentions 1

La présidente. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 der Motion annimmt, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 125

Non 4

Abstentions 3

La présidente. Sie haben Ziffer 2 angenommen. Wer Ziffer 3 der Motion annimmt, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 129

Non 0

Abstentions 3

La présidente. Sie haben auch Ziffer 3 angenommen. Damit schliessen wir die Debatte von heute Morgen. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit, und wir treffen uns um 13.30 Uhr wieder hier im Saal.

La séance est levée à 11 heures 44.

Les rédactrices:

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)